

COMMUNE D'EYZIN-PINET

DEPARTEMENT DE L'ISERE

PLAN LOCAL D'URBANISME MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1

PIECE N°0 :

DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

MARS 2018

Vu pour être annexé à la délibération du conseil communautaire
de Vienne-Condrieu-Agglomération en date du

Monsieur le Président de Vienne-Condrieu-Agglomération



VIENNE CONDRIEU AGGLOMERATION

30 a venue Général Leclerc

Espace Saint Germain

Bât Antarès - BP 263

38217 VIENNE cedex



MAIRIE D'EYZIN-PINET

Place de la Mairie

38 780 EYZIN-PINET

Tel. : 04 74 58 47 14

Mail : mairie-eyzin-pinet@wanadoo.fr



INTERSTICE SARL
URBANISME ET CONSEIL EN QUALITE ENVIRONNEMENTALE

ESPACE SAINT-GERMAIN – BAT. ORION
30 AV. GENERAL LECLERC
38 200 VIENNE

TEL 04.74.29.95.60
CONTACT@INTERSTICE-URBA.COM

ARRETE N°18-78

Objet : Arrêté Engageant la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'EYZIN-PINET

Le Président de Vienne Condrieu Agglomération,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°17-122 en date du 22 juin 2017 du conseil communautaire de Vienne Condrieu Agglomération approuvant le transfert à Vienne Condrieu Agglomération de la compétence "élaboration, approbation et suivi de plan d'urbanisme et documents en tenant lieu" au 1^{er} décembre 2017,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 28 novembre 2017 approuvant les modalités de transfert de la compétence PLU à Vienne Condrieu Agglomération ;

Considérant la nécessité de faire évoluer le règlement des zones A et N suite à la loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite loi « Macron » afin de permettre l'évolution des habitations existantes dans ces secteurs ;

Considérant la nécessité de faire évoluer le règlement de la zone Uh afin d'autoriser l'extension mesurée de constructions à usage artisanal ;

Considérant la nécessité de d'instituer un linéaire de protection du commerce dans le centre-village afin de préserver et renforcer la mixité fonctionnelle et répondre aux besoins des habitants et usagers du territoire ;

Considérant la nécessité de lever un emplacement réservé suite à l'acquisition foncière par la commune ;

Considérant la nécessité de clarifier la rédaction de certaines règles du règlement écrit pour lever des ambiguïtés, améliorer la lecture et la compréhension du document par les habitants et les pétitionnaires, ou corriger quelques erreurs de forme dans la rédaction des règles et afin de faciliter l'instruction des demandes d'autorisations d'urbanisme ;

Considérant que le projet de modification ne modifie pas les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables du PLU en vigueur ;

Considérant que cette modification relève du champ d'application de la procédure de modification simplifiée au titre des articles L.153-36, L.153-37, L.153-41, L.153-45, L.153-47 et L.153-48 du Code de l'Urbanisme ;

Considérant que l'initiative de la procédure de modification simplifiée appartient au Président de Vienne Condrieu Agglomération ;

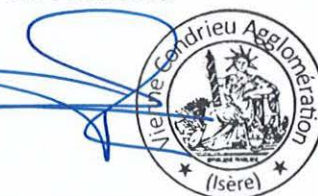
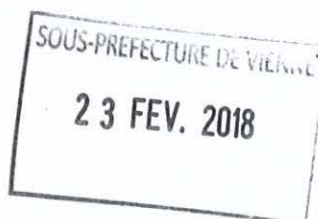
ARRETE

- Article 1 :** En application des dispositions des articles L.153-37 et L.153-45 du Code de l'Urbanisme, une procédure de modification simplifiée n°1 du PLU est engagée.
- Article 2 :** Le projet de modification simplifiée n°1 porte sur l'institution d'un linéaire de protection du commerce, l'évolution du règlement concernant les zones A et N, la levée d'un emplacement réservé inscrit au PLU, l'amélioration et la clarification de la rédaction de certaines dispositions du règlement écrit.
- Article 3 :** Le dossier sera transmis pour avis à Monsieur le Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme en application de l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme.
- Article 4 :** Le dossier sera transmis à l'autorité environnementale pour une demande d'examen au « cas par cas », suite à la décision n° 400420 du 19 juillet 2017 du Conseil d'Etat annulant les articles R.104-1 à R.104-16 du Code de l'Urbanisme en ce qu'ils n'imposent pas la réalisation d'une évaluation environnementale pour les procédures de la modification.
- Article 5 :** Le dossier sera transmis pour avis à la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF), en application de l'article L.151-12 du Code de l'Urbanisme.
- Article 6 :** Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet.

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie durant 1 mois.

Fait à Vienne, le 22 FEV. 2018

Le Président



Thierry KOVACS